

Jacques Delors

L'ancien président de la Commission européenne, associé à plusieurs signataires*, appelle les deux puissances à mettre en œuvre une nouvelle doctrine capable de répondre aux défis de la mondialisation.



Pour un renouveau du partenariat euro-américain

La décennie 2010 ne pouvait s'ouvrir sur de meilleurs auspices pour le partenariat euro-américain. Avec le traité de Lisbonne désormais en vigueur et au début d'une nouvelle législature, l'Union européenne est finalement en condition d'ouvrir un nouveau chapitre de sa marche vers l'union. Les États-Unis de Barack Obama ont retrouvé, de leur côté, l'image positive et la crédibilité internationale qu'ils avaient perdues. À priori, tous les ingrédients existent pour relancer et conforter un partenariat majeur entre l'Europe et les États-Unis : le président américain est admiré en Europe ; le discours américain a renoué avec les principes du multilatéralisme, du dialogue et de la négociation chers à toute stratégie européenne. La puissance cumulée des deux partenaires – qui représentent plus de la moitié de la richesse mondiale – ainsi que l'interdépendance de leurs économies dans la crise actuelle confortent la nécessité et l'importance d'une coopération euro-américaine sans faille.

Or la réalité ne suit pas encore. Face à la multitude des défis qui s'accumulent sur la scène internationale – le climat, les risques de nouvelles crises économiques, les crispations stratégiques au Moyen-Orient et en Russie – le partenariat euro-américain apparaît à la fois indispensable et insatisfaisant, toujours central

mais toujours difficile à mettre en œuvre. L'échec de la conférence de Copenhague sur le climat, en décembre 2009, en fut une cuisante illustration. Ce paradoxe de la relation euro-américaine ne tient ni aux carences diplomatiques de tel ou tel responsable ni à des divergences massives et systématiques sur les grands dossiers de l'heure. C'est au contraire dans l'évolution même du contexte international, dans les bouleversements profonds que la mondialisation induit et impose à chacun des acteurs, que la volonté politique des deux partenaires se perd, absorbée par les complexités et les contraintes des dynamiques politiques intérieures. En une dizaine d'années, depuis l'an 2000, les fondements de la puissance américaine (la force militaire, l'excellence technologique et la réussite économique), tout comme les certitudes de la construction européenne (la prospérité continue, l'adhésion des citoyens et la séduction d'un modèle) se retrouvent profondément ébranlés. Et c'est de cette appréhension globale des effets de la mondialisation que dépendront aussi l'invention, la mise en œuvre et le succès d'un nouveau partenariat euro-américain adapté au monde du XXI^e siècle.

Toutefois, la mondialisation n'est ni un destin implacable pour tous, ni, à l'inverse, une garantie collective de prospérité. Elle est – et surtout sera – le résultat des stratégies et des compromis politiques, volontaires ou non, pacifiques ou non, qui émergeront du jeu complexe des relations internationales. L'élabora-

tion et la mise en œuvre d'un système de gouvernance relativement stable et consensuel de la mondialisation sont devenues en effet des enjeux majeurs pour l'ensemble des acteurs internationaux, qu'ils soient économiques, financiers ou politiques.

L'Union et les États-Unis ont un rôle et une responsabilité majeurs à assumer dans ce nouveau concert des puissances qui se

tion international ; la recherche et l'acceptation d'un partage des souverainetés pour la gestion des enjeux globaux de la mondialisation ; la valorisation du partenariat euro-américain, moins comme condition du leadership occidental que comme tremplin pour l'émergence de partenariats globaux avec tous les acteurs de la scène internationale ; et le renoncement aux doubles démons euro-

« Depuis l'an 2000, les fondements de la puissance américaine tout comme les certitudes de la construction européenne se retrouvent profondément ébranlés »

met en place. Mais les relations euro-américaines ne peuvent plus être conçues et mises en œuvre sur le modèle traditionnel qui les soutint pendant plus d'un demi-siècle. C'est pourquoi, rassemblé à l'initiative du think-tank Notre Europe, le Groupe de Haut niveau sur l'avenir du partenariat euro-américain, composé d'anciens ministres et chefs de gouvernement européens, propose une approche nouvelle pour que le partenariat euro-américain devienne également un tremplin pour l'émergence d'un partenariat global.

L'Union européenne et ses États membres, ainsi que les États-Unis, doivent adopter d'abord et en urgence une nouvelle doctrine commune pour la maîtrise de la mondialisation, doctrine qui serait fondée sur les éléments suivants : la pratique et la promotion du multilatéralisme comme fondement des négocia-

américains que furent l'illusion des souverainetés nationales d'un côté, l'illusion de l'hégémonie impériale de l'autre.

Pour l'Union européenne, l'urgence est d'autant plus forte que la mondialisation ne lui épargne aucune épreuve. Les risques d'une marginalisation de l'Union dans la mondialisation sont en effet majeurs. Si l'Europe veut continuer de peser sur l'évolution du monde et de l'Amérique, alors il est urgent que le Conseil européen se réapproprie l'ambition et la recherche d'une plus grande unité politique de l'Europe. À l'heure de la mondialisation, l'Europe politique redevient en effet une idée neuve.

* Jerzy Buzek, Étienne Davignon, Joschka Fischer, Paavo Lipponen, Tommaso Padoa-Schioppa, Romano Prodi, Guy Verhofstadt, et Nicole Gnesotto, pour Notre Europe.

PAC : le bon combat ?

Philippe Chalmin

Professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine*, l'auteur revient sur les récentes déclarations du chef de l'État à propos de la politique agricole commune.

Le monde agricole a de quoi être heureux, enfin quel qu'un s'intéresse à lui ! Ces derniers mois, il y avait vraiment de quoi douter : grève du lait, manifestations, colloques et commissions en tout genre, rien n'y faisait. L'agriculture était bien le cadet des soucis français et européens, loin, très loin, derrière la Grèce ou l'Islande, les banques ou les constructeurs automobiles, Heuliez ou la raffinerie de Dunkerque. Certes les politiques étaient tous passés au salon pour flatter le cul des vaches et des électeurs à quelques semaines des régionales : des élections où on avait bien peu parlé d'agriculture et dont les grands vainqueurs, les écologistes, ont une vision évoluant quelque part entre le « bon sauvage » et le gardien de l'écomusée rural. Et voilà qu'on s'intéresse à l'agriculture. Et pas n'importe qui : le président de la République lui-même qui remet l'agriculture au sommet de la pile des réformes à entreprendre. Enfin !

Pour le monde agricole, la grande réforme à venir est européenne et elle a un échéancier bien précis : 2013. C'est en effet la date butoir négociée en son temps par Jacques Chirac pour assurer la pérennité du budget de la PAC. La politique agricole commune, c'est le cœur de

l'histoire de l'Europe. Après le charbon et l'acier dans les années 1950, c'est sur les dossiers agricoles dans les années 1960 et 1970 que s'est forgé un véritable « agir » européen. Mettre en place des prix agricoles communs européens en 1962, c'était aussi révolutionnaire que de créer l'euro en 1999 ! Mais le temps a passé : l'agriculture ne pèse plus guère dans les économies, dans l'emploi et donc en matière politique. Mais faute d'autres véritables avancées européennes, la PAC continue à compter pour près de la moitié du budget européen, ce dont ne manquent pas de

assumer la responsabilité d'une crise dans l'Union européenne pour assurer la pérennité de la politique agricole commune », on ne peut qu'applaudir. Mais cette fermeté ne doit pas être un combat d'arrière-garde, et c'est vraiment une nouvelle PAC qu'il faut proposer.

À l'origine, le mécanisme de base de la PAC était celui de la garantie des prix à la fois en matière de stabilité et de niveau. Toute l'aide passait par le biais du prix payé au producteur par le consommateur et indirectement par le

« La fermeté ne doit pas être un combat d'arrière-garde, et c'est vraiment une nouvelle PAC qu'il faut proposer »

s'offusquer les « eurosceptiques » au premier rang desquels on trouve nos chers « amis » britanniques. De réformes en « bilans de santé », la Commission de Bruxelles a bel et bien préparé ces dernières années le démantèlement de la PAC. Et le nombre des mécanismes mis en place puis amendés, complétés au fil des ans et des crises méritent un toilettage, voire une refonte complète. Et puis nous sommes désormais 27 avec des nouveaux membres – telle la Roumanie du nouveau commissaire à l'Agriculture – qui ont une histoire et des objectifs différents.

En 2013, le choix semble clair : soit poursuivre la dilution de la PAC dans un magma rural-écologique, soit inventer une nouvelle PAC avec le meilleur de ce qui existe mais sans pour autant revenir vers la « PAC de papa ». Quand Nicolas Sarkozy dit que « la France est prête à

contribuer lorsqu'il s'agit de subventionner l'exportation de nos excédents. Aujourd'hui, pareille approche n'est ni faisable ni souhaitable pour de très nombreuses productions. La future PAC devra en effet être compatible avec les règles de l'OMC et ce d'autant plus que l'Europe est et sera, demain encore plus, exportatrice. Déjà de très nombreux agriculteurs vivent à l'heure des marchés internationaux pour les bœufs et les mauvais jours. Pour des productions comme les céréales ou les oléagineux, la mutation est quasi irrévversible. Lorsque Nicolas Sarkozy dit : « Je suis prêt à aller à la crise plutôt que de laisser la spéculation fixer de manière erratique les prix agricoles », on ne peut s'empêcher de penser qu'il se trompe de combat. Pour les grandes cultures on ne peut imaginer isoler l'Europe du reste

du monde, et la nature des marchés internationaux des produits agricoles est bien d'être instable au gré des aléas climatiques ou politiques. Les aides doivent intervenir après le marché en fonction d'un véritable contrat entre l'agriculteur et la société. Par contre, pour les produits animaux (lait, viandes bovines et ovines) la problématique peut et doit être différente : la présence de l'animal « sur » le sol est aussi un gage d'aménagement du territoire que la seule valorisation des produits ne peut justifier. La suppression programmée des quotas laitiers est de ce point de vue une absurdité.

À une Europe qui se cherche des projets fédérateurs, l'agriculture peut encore apporter quelques belles pages. Mais attention à un vieux mal français caractéristique de ces dernières décennies : la France défendait d'autant plus la PAC que l'on pouvait botter en touche sur Bruxelles au moindre problème. Ne nous trompons pas : même si l'on parvient à sauver la PAC post-2013, son poids devra baisser dans le budget européen et la plupart des mesures devront être « cofinancées ». Saurons-nous alors en trouver les ressources du côté de Bercy ? De même il est admirable de parler « d'autosuffisance et de sécurité alimentaire » mais en même temps est-il bien raisonnable de laisser verrouillé le débat sur les OGM et les biotechnologies ? Nicolas Sarkozy a entendu le mal de vivre agricole. C'est bien. Mais attention aux promesses que l'on ne pourrait tenir sur des lignes indéfinies. La terre n'aime pas qu'on lui mente !

* Auteur de « Le monde a faim » Bourin éditeur.

Bibliothèque des essais



Nation et engagement
HERVÉ GAYMARD.
CNRS ÉDITIONS.
62 pages, 4 €.

PAUL-FRANÇOIS PAOLI

Le débat sur l'identité nationale n'est pas tout à fait vain s'il suscite quelques réflexions ambitieuses. Ainsi de celle que nous livre, ces jours-ci, l'ancien ministre Hervé Gaymard qui fut l'auteur d'un beau livre sur Malraux voici quelques années. Dans *Nation et engagement*, le Savoyard qu'il est adresse un poème transi d'amour à la France. On se plaint trop de l'inculture historique et littéraire des hommes politiques pour boudier notre plaisir.

La culture de Gaymard, sa connaissance de l'histoire de ce pays sont dignes d'admiration. Gaulliste inclassable, libéral éclairé et républicain non dogmatique, Gaymard réfléchit à la destinée de la France depuis ses origines, un pays qu'il perçoit aujourd'hui comme frappé d'une terrible dépression. Pour Gaymard, les Français, qu'ils le sachent ou non, ne se sont jamais vraiment remis de l'effondrement de 1940. « L'irrémissible tragédie qui vit l'effondrement d'une nation divisée contre elle-même continue de dominer ceux qui ne l'ont pas vécu », écrit-il.

Un des maux récurrents de ce pays résiderait, selon lui, dans la non-assomption de son histoire et de son passé, avec ses ombres et ses lumières. Même si la France a connu des phases très sombres, Gaymard plaide non coupable. Cela ne fait pas de lui un nationaliste, loin de là. Partisan d'une nation ouverte, il se prononce, dans ce livre dédié à l'historien du monde arabe Henri Laurens, pour une meilleure compréhension de l'Islam. Militant intransigeant de la laïcité, il affirme l'évidence des racines chrétiennes de la France. Partisan de l'État-nation, il

considère que cette figure n'est pas dépassée historiquement et qu'elle doit pouvoir être compatible avec l'Europe puissante qu'il appelle de ses vœux. Face au pessimisme ambiant, Gaymard plaide pour le volontarisme et le retour du politique.

« La question la plus urgente me semble être la peur qui est en nous-même, cette angoisse fondamentale que nous cause notre incapacité à susciter un projet neuf dans un monde bouleversé », écrit Gaymard. Ce livre vibrant au style superbe est celui d'un homme de conviction.